

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1914

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1914 (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. JOS. HOÏOIS.

MESSIEURS,

Le projet primitif du budget pour l'exercice 1913, déposé par M. le Ministre des Finances, s'élevait à fr.	25,237,150
Les crédits alloués pour 1912 se montaient à	24,385,900
L'augmentation était de fr.	851,250
Les dépenses ordinaires pour 1913 étaient prévues pour fr.	25,227,150
Celles de 1912 s'élevaient à	24,577,900
L'augmentation pour 1913 était de fr.	849,250
Les dépenses exceptionnelles pour 1913 étaient prévues pour. fr.	40,000
Celles pour 1912 étaient de.	8,000
L'augmentation pour 1913 était de fr.	2,000
Soit ensemble, une augmentation pour la somme ci-dessus de fr.	851,250

Sur cette augmentation, 798,700 francs devaient être appliqués au relèvement des traitements du personnel de divers services ; le surplus, à diverses dépenses minimales relevées dans la note préliminaire jointe au Budget.

Mais le 2 mai 1913, M. le Ministre des Finances déposa deux amendements :

Le premier majorant de 2,000 francs le crédit porté au Budget, à l'article 7, pour le service de la Monnaie.

(1) Budget, n° 4^{re}.

(2) La section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Cooreman, Bertrand, Hoyois, Ozeray, Goblet, Duysters.

Le second majorant de 8,000 francs le crédit porté au Budget, à l'article 10, aux fins de relever les indemnités allouées, pour frais de gestion, à certains agents du Trésor et devenues insuffisantes par suite du développement des affaires en général et spécialement celles résultant de la reprise du Congo.

Un troisième amendement fut déposé, par M. le Ministre des Finances, le 28 mai 1915.

Il avait pour but de majorer de 64,000 francs, en charge temporaire, le crédit porté au Projet de Budget (dépenses ordinaires) à l'article 5 (matériel, magasin général, bibliothèque).

Pour l'exercice 1914, l'augmentation des dépenses continue à progresser, savoir : à concurrence de 1,231,900 francs du chef unique des dépenses ordinaires, et ce à raison d'extensions de personnel, de promotions et d'améliorations de situations.

*
* * *

Le Projet de Budget a été adopté par la Section centrale à l'unanimité, moins un, des membres présents.

Aucune observation n'avait été présentée dans les sections.

*
* * *

Une seule question a été, à la demande de la Section centrale, posée à M. le Ministre des Finances.

La voici, avec la réponse qui y a été faite :

QUESTION.

Quelle est la situation faite aux intérimaires des receveurs de l'enregistrement bénéficiant d'un congé ?

RÉPONSE.

L'arrêté royal du 8 septembre 1896, portant organisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines dans les provinces, renferme les dispositions suivantes (art. 8) :

« Les surnuméraires sont rétribués à raison des travaux spéciaux et des » intérimis dont ils sont chargés.

» Le Ministre fixe les bases de cette rétribution suivant la nature et l'im- » portance de la mission.

» Il est alloué aux surnuméraires, à valoir, une indemnité annuelle de » 1,200 francs. »

Les rétributions allouées au surnuméraire chargé de l'intérim d'un bureau de recette, en cas de congé du titulaire, sont fixées de la manière suivante par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1896 (art. 25) :

A. — « Une indemnité égale au tiers des remises afférentes au bureau, » déduction faite des retenues ordinaires (4 p. c. sur les trois quarts) au

» profit de la caisse des veuves et orphelins, sans que cette indemnité
» puisse excéder 150 francs par mois :

» 1° Pour l'intérim d'un bureau dont le titulaire est en congé pour conve-
» nances personnelles, dans la limite de la période annuelle de quinze jours ;

» 2° Pour l'intérim d'un bureau dont le titulaire est en congé pour cause
» de maladie ou d'événements empêchant absolument le travail.

B. — » Une indemnité égale aux trois quarts des remises afférentes au
» bureau, déduction faite des retenues ordinaires :

» 1° Pour l'intérim d'un bureau dont le titulaire est en congé pour conve-
» nances personnelles, au-delà de la période annuelle de quinze jours. »

.

L'article 26 du même arrêté ministériel porte :

« Les rétributions dues aux surnuméraires par application de l'article qui
» précède sont liquidées au 31 décembre de chaque année. Si le total de ces
» rétributions dépasse le montant de l'indemnité touchée en vertu de l'ar-
» ticle 8 de l'arrêté royal du 8 septembre 1896, la différence est payée à
» l'ayant droit. »

, ,

Parmi les pétitions et requêtes parvenues à la section centrale, après que
celle-ci avait délibéré, notons la suivante :

« Une ancienne circulaire ministérielle crée à certains agents des douanes
une situation qui ne semble pas équitable.

» Les agents des douanes détachés dans les bureaux de l'administration,
notamment dans les bureaux des directeurs provinciaux des contributions,
ont leur pension réduite d'environ 200 francs, par le fait des fonctions
spéciales qu'ils ont remplies pendant leur temps d'activité.

» On se demande le motif de cette façon de faire.

» La pension a pour but de garantir aux intéressés les moyens de con-
tinuer, après leur mise à la retraite, le train de vie qu'ils ont tenu pendant
leur temps de service : c'est le motif pour lequel on calcule généralement le
taux de pension d'après le traitement des dernières années d'activité.

» Le plus souvent, les agents dont il s'agit sont astreints à des dépenses
plus considérables que leurs collègues, en ce sens qu'ils sont obligés d'habiter
la ville ou des centres populeux dans lesquels la vie est plus onéreuse.

» Il semblerait donc qu'au lieu d'être un motif de diminution du taux de la
pension, le genre spécial d'occupations qui leur est assigné devrait être une
raison de le majorer. Ces agents ne demandent cependant qu'une faveur :
celle d'être mis sur le même pied que leurs collègues du service actif.

» Il y aurait donc lieu de rapporter cette circulaire ministérielle ancienne.»

La section centrale n'ayant pas délibéré sur l'objet de la requête ci-dessus,
son rapporteur ne peut que la soumettre telle quelle à l'examen de M. le
Ministre des Finances.

*
* *

D'une part, il paraît probable que le temps fera défaut pour discuter cette
année, comme il conviendrait, le budget des finances.

D'autre part, en ce qui concerne les desiderata du personnel, la Chambre les connaît par les documents divers qui lui ont été adressés.

Tout cela étant, le rapporteur peut et doit se borner cette année à être bref.

Il se permet, au surplus, de renvoyer à ses rapports antérieurs sur d'autres projets de budgets des finances, rapports dont il ne pourrait ici que reproduire les parties qui demeurent d'actualité. Depuis qu'il les a déposés, à leur date, sur le bureau de la Chambre, quantité d'innovations heureuses ont été apportées, les unes par voie législative et budgétaire, les autres par la voie administrative, à la situation existant alors. De sorte qu'il n'y a lieu de les consulter actuellement et de les tenir ici pour reproduits que *mutatis mutandis*.

*
* *

Il ne croit cependant pas inutile de présenter quelques courtes observations complémentaires.

1. *Indemnités « pour » travaux dits « extraordinaires »*. — Le Rapport sur le budget de la dette publique pour l'exercice 1915 contenait ces lignes :

» L'article 9 est libellé : « Intérêts, amortissement et *frais de la dette émise ou à émettre pendant les années 1912 et 1913* pour couvrir les dépenses sur ressources extraordinaires; intérêts et *frais des Bons du Trésor en circulation* (crédit non limitatif)... 16,000,000.

» Les *développements* du budget reproduisent purement et simplement ce libellé, sauf qu'ils ajoutent que l'augmentation du crédit sur celui de 1909 est de 4 millions.

» Un article 9, libellé exactement de même façon, figurait également aux budgets antérieurs.

» L'article 56 est ainsi libellé :

» a) Frais relatifs au service des diverses dettes et annuités qui précèdent, ainsi que des emprunts émis par la Société nationale des chemins de fer vicinaux (paiement des intérêts, amortissement, contrôle, confection, émission et anéantissement de titres), etc., 500,000 francs;

» b) Frais de surveillance des compagnies de chemins de fer, etc., au point de vue de la garantie du minimum d'intérêt, en exécution des conventions, 1,200 francs ».

» Les années antérieures, même libellé a également figuré au budget de la dette publique, mais sous d'autres numéros. Ce fut, en effet, notamment respectivement pour les années 1910 et 1911, *sub.* n° 54, et, pour l'année 1912, *sub.* n° 55. Seulement, le littéra B se chiffrait, ces trois années, par 7,500 fr. Le littéra A comportait exactement le même crédit qu'au projet de budget pour 1915.

» Des renseignements ont été demandés touchant le détail des articles 9 et 56.

» Il en résulte qu'aux traitements s'ajoutent parfois des frais de voyage et, très fréquemment, pour le personnel de certains services, du haut en bas de

l'échelle hiérarchique, des indemnités de dénominations et d'importances diverses.

» Quand on étudie la situation ainsi faite à ce personnel, il convient, d'ailleurs, de ne pas s'en tenir à ce qui est imputé sur le budget de la dette publique, mais d'y ajouter également ce qui l'est sur le budget des finances et même sur un troisième. Il convient aussi de ne pas perdre de vue certains cumuls de fonctions existant dans le chef de plusieurs fonctionnaires.

» Il ne semble pas, au surplus, que tout cela soit nouveau. Au contraire. Il y a tout lieu de croire que, dans leurs grandes lignes, les choses, au fond, se passent semblablement depuis un assez grand nombre d'années.

» Plusieurs questions se posent à ce sujet, notamment celle-ci : Ne vaudrait-il pas mieux, dans l'intérêt du Trésor, et pour la bonne marche du travail administratif, et pour éviter toute suspicion ou critique, et pour faire bénéficier un plus grand nombre de personnes des emplois et rémunérations des services dont il s'agit que le personnel de ces services fût plutôt augmenté, dans des conditions modérées, en tenant compte des nécessités moyennes telles qu'elles résultent des données qu'on a pu aisément recueillir depuis un certain nombre d'années ? Encore faudrait-il préalablement être fixé sur le point de savoir s'il ne suffirait pas de répartir autrement qu'elles le sont aujourd'hui les attributions du personnel actuel »

Depuis que le prédit Rapport sur le Budget de la dette publique pour 1913 a été déposé, ou mieux récemment, plusieurs questions ont été posées en séance publique de la Chambre, à M. le Ministre des Finances, par divers membres, notamment par MM. Colfs et Bertrand, questions auxquelles il a été répondu respectivement les 14 décembre 1913 et 17 janvier 1914.

Des questions rentrant dans le même ordre d'idées ont, d'un autre côté, été posées par la Section Centrale qui a été chargée de l'examen du budget des dotations pour 1914 et le rapport, déposé sur le bureau de la Chambre le 17 décembre 1913 (n° 56), contient la réponse qui y fut faite par le département des finances.

Cette persistance apportée à signaler à M. le Ministre des Finances une situation qui ne paraît pas normale à ceux qui s'en préoccupent porte, à son tour, la Section Centrale à faire sien le vœu de la Section Centrale qui a examiné le budget de la dette publique pour 1913 et à prier M. le Ministre des finances d'en scruter, de son côté, d'une manière approfondie les raisons et les résultats éventuels en cas où il y serait donné la suite voulue.

2. *Feuilles des contributions.* — Souvent a été exprimé le désir de voir les impositions payées au profit des communes, celles payées au profit des provinces et celles acquittées au profit de l'Etat portées sur des feuilles distinctes.

La section centrale serait désireuse de voir le département des finances entrer dans cette voie.

Tout au moins, subsidiairement, exprime-t-elle le vœu de voir la mention des impositions acquittées respectivement au profit de la commune, de

la province et de l'Etat apparaître de façon très claire et très apparente sur les feuilles de contributions. Il en serait ainsi en cas d'inscription, en couleur, des mentions nécessaires, à l'un ou l'autre coin de la feuille des contributions.

5. *Commerce des écus.* — La Chambre sait sur quelle vaste échelle se fait le trafic des pièces de cinq francs et les plaintes que formule, à son sujet, le commerce, particulièrement dans les régions frontières de la France.

Pour l'enrayer, l'application stricte des dispositions réglementaires en matière de transport des bagages a paru un premier moyen.

On a, d'autre part, dans la presse, signalé que les abonnements délivrés par l'administration des chemins de fer facilitent singulièrement le commerce des trafiquants d'écus. Cette administration, ayant le droit de subordonner la délivrance des abonnements à telle condition qui lui paraît d'intérêt public, ne pourrait-elle décider, ont demandé certains journaux, qu'ils ne seront pas délivrés aux trafiquants dont il s'agit?

Quoi qu'il en soit, il n'y a dans tout cela, rien qui ait une efficacité suffisante.

Il faudrait y ajouter d'autres mesures, d'une efficacité autrement réelle.

Malheureusement, le gouvernement semble se regarder comme désarmé.

S'il ne peut sévir, malgré l'énorme préjudice infligé à l'intérêt national par les trafiquants de pièces de cent sous, ne peut-il arriver à paralyser, à rendre impossible leur trafic par la suppression du bénéfice qu'il procure? Serait-il vraiment impossible de frapper ces trafiquants d'une patente telle qu'elle serait, à n'en pas douter, prohibitive et n'est-il pas évident que, en l'occurrence, le concours de la Législature ne ferait certes pas défaut au gouvernement?

Qu'on n'objecte pas la crainte qu'on a de dépasser la mesure et la difficulté qu'il y aurait de ne pas atteindre, sans le vouloir, d'autres que ceux que l'on viserait.

La difficulté qu'on redoute et qu'il faudrait surmonter, le département des chemins de fer l'a rencontrée lui-même, à propos d'une autre mesure qu'il a prise pour enrayer le commerce illicite des écus, et il l'a parfaitement surmontée.

En effet, on a pu lire dans les organes de la presse que l'administration des chemins de fer a averti le public que les colis « finances et monnaies », pour lesquels les tarifs de marchandises édictent certaines conditions spéciales d'acceptation, sont, par ce fait, exclus du transport gratuit dans les voitures pour voyageurs. Mais, il a pris cette précaution d'ajouter que « toutefois, les firmes commerciales et industrielles notoirement connues comme n'exerçant pas le trafic du numéraire pourront être admises à transporter, entre deux points déterminés du territoire belge, et jusqu'à concurrence d'un poids total de 25 kilogrammes, des colis pouvant être tenus en mains et contenant les espèces monnayées nécessaires au paiement de leur personnel, à leurs transactions, etc. Une autorisation permanente leur sera fournie sur demande adressée au chef de station de leur résidence ».

Il est, en tous cas, hautement désirable que des mesures radicales soient prises. Plus tôt cela sera, mieux cela vaudra. L'intérêt public les réclame impérieusement.

4. *Caisse d'Épargne.* — La Caisse générale d'Épargne et de Retraite, quoique non mentionnée au projet de budget, relève, elle aussi — la Chambre le sait — d'une certaine façon, tout au moins, de M. le Ministre des Finances.

C'est pourquoi le présent rapport la vise.

La Section centrale chargée de l'examen du budget pour 1911 a cru devoir signaler à l'attention de M. le Ministre et, par son canal, à celle de l'administration supérieure de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, les plaintes qui lui étaient parvenues touchant les dispositions de la Caisse d'Épargne à l'égard des sociétés d'habitations ouvrières.

Ces plaintes se trouvent ainsi résumées dans un des mémoires qui avait été remis, sur sa demande, au rapporteur :

« 1. Taux d'intérêt :

» Au début, la Caisse d'Épargne prêtait aux sociétés d'habitations ouvrières au taux de 2 1/2 p. c. Actuellement le taux normal est de 5 p. c. Mais, pour jouir de ce taux, les sociétés doivent avoir la moitié de leurs contrats avec les ouvriers avec assurance sur la vie contractée à la Caisse ; sinon, le taux est de 5 1/4 p. c.

» C'est ce qui a porté un grand nombre de sociétés à imposer l'assurance sur la vie à tous les emprunteurs.

» Ce système est defectueux pour divers motifs ;

» a) Le tarif de la Caisse d'Épargne est plus élevé que tous les tarifs des sociétés les plus sérieuses. On est donc obligé de faire contracter aux ouvriers des assurances qui leur coûtent cher, alors que l'on pourrait les obtenir ailleurs à 20 p. c. de moins. Certes, la Caisse générale d'Épargne soutient que son tarif n'est pas plus élevé que celui des sociétés pour l'assurance-vie ; mais, ce qu'elle n'ajoute pas c'est que, sur ce tarif, les sociétés donnent une commission de 20 à 25 p. c., dont on peut faire profiter les ouvriers intéressés en tout ou en partie (ce qui n'a pas lieu quand on traite avec la Caisse générale d'Épargne).

» b) Si l'assurance sur la vie est nécessaire pour les ouvriers industriels, elle l'est beaucoup moins pour les agriculteurs. L'ouvrier industriel est véritablement le capital de sa famille : quand il disparaît, le gagne-pain a disparu. Tandis que le cultivateur qui a une petite culture n'a guère que la valeur d'un simple ouvrier agricole : quand il disparaît, sa veuve et ses enfants peuvent continuer l'exploitation avec l'aide d'un personnel étranger — le capital c'est l'exploitation agricole et le patron n'en est qu'un des ouvriers, à qui l'assurance sur la vie est donc beaucoup moins nécessaire qu'à l'ouvrier industriel.

» Il faudrait qu'on en revînt au taux uniforme de 2 1/2 p. c., sans qu'il fût tenu compte des opérations d'assurance sur la vie. Mais on pourrait réclamer des sociétés qu'elles n'exigent qu'un intérêt minime des emprunteurs contractant par ses soins une assurance sur la vie, par exemple 1/4 p. c. de plus que celui exigé par la Caisse d'Épargne.

» II. Opérations des sociétés

» Parlons des deux espèces de sociétés : les sociétés de crédit et les sociétés de construction.

» Les premières ne peuvent pas construire ni acheter d'immeubles — sinon dans le cas d'exécution d'un débiteur, et encore doivent-elles se débarrasser de cet immeuble aussitôt que possible.

» Les secondes ne peuvent pas prêter : elles ne peuvent que construire ou acheter des immeubles.

» Pourquoi tout cela ?

» Cette organisation empêche de réaliser les opérations les plus intéressantes ; là où il n'y a qu'une société de crédit, ce qui est le cas ordinaire, on ne peut, notamment, favoriser les jeunes ménages (1).

(1) En ce qui regarde les jeunes ménages — et même les ouvriers jeunes, en général — un journal publiait récemment les réflexions suivantes :

« Le cas le plus intéressant, c'est certes celui des jeunes mariés qui voudraient, dès la première année de leur mariage, avoir, bien à eux, l'habitation dans laquelle ils élèveront leur petite famille.

» Ce cas est intéressant, parce que c'est pendant les premières années du mariage que l'on a le plus de courage et le plus de facilités pour travailler et pour accumuler les économies.

» C'est aussi intéressant *parce qu'on a plus de temps devant soi*.

» Généralement les emprunts pour habitations ouvrières sont contractés pour 25 ans.

» Un ménage qui contracterait à 20 ans serait libéré au plus tard à 45 ans.

» Et, après cela, ce serait le repos bien mérité, alors que l'on peut encore jouir longtemps.

» L'emprunt fait à 30 ans amène jusqu'à 55 ans, à l'âge où l'on commence à perdre forces et courage. A ce moment, le ménage aura consacré toutes ses économies à amortir l'emprunt contracté et, si la maladie survient, on n'aura pu se créer le petit capital qui permettra de faire face aux nécessités.

» Or, avec l'organisation actuelle, il n'est guère possible de prêter aux jeunes mariés pour leur faciliter l'achat d'une habitation ouvrière. En effet, on exige des jeunes acheteurs le dixième du prix d'achat et le paiement des frais d'actes.

» Pour une maison de 4,000 francs, le jeune ménage doit donc trouver une somme de 600 francs environ.

» Bien rares sont les jeunes mariés, ouvriers, qui disposent d'une pareille somme. Il faut donc attendre qu'elle se soit accumulée avec les petites économies réalisées. Et, en attendant, les années s'écoulent.

» Puis, les emprunteurs pour l'achat d'une habitation ouvrière doivent habiter eux-mêmes la maison achetée.

» Cette disposition met obstacle à la prévoyance des jeunes gens. Ne devrait-on pas encourager ceux-ci à se rendre acquéreurs d'une habitation dès qu'ils disposent de quelque argent ?

» Il ne manque pas de jeunes gens qui, bien avant leur mariage, pourraient s'acquérir une maison et commencer les amortissements au moyen de leurs économies. Au jour de leur mariage, ils auraient déjà à leur crédit un certain avoir et la durée du remboursement en serait réduite d'autant.

» Le législateur devrait prévoir ce cas en autorisant les jeunes gens à ne pas habiter la maison ainsi achetée tant qu'ils restent à la maison paternelle. Les droits pourraient être réclamés intégralement si les intéressés refusaient de jouir eux-mêmes de leur habitation, dès qu'ils quitteraient la maison paternelle. »

» On a parfois dû, pour ce motif, créer deux sociétés. La société de construction achète ou construit des immeubles, et, quand elle se trouve devant des ouvriers qui n'ont pas la somme suffisante pour payer 10 p. c. et les frais de notaire, on échange entre l'emprunteur et la société de construction des promesses respectives de vente et d'achat; l'ouvrier paie ses mensualités comprenant intérêt et amortissement et, quand il a par fait au moyen des amortissements la somme nécessaire pour payer 10 p. c. et les frais, la société de crédit intervient, prête la somme indispensable qu'encaisse la société de construction et la vente se fait définitivement à l'ouvrier. Cette méthode donne de bons résultats; mais, ce n'est qu'un pis-aller et qui entraîne des frais supplémentaires à supporter par les ouvriers.

» Sans compter que, grâce à cette organisation, les ouvriers dont il s'agit restent très longtemps sans pouvoir jouir de la voix supplémentaire que leur donnerait, au point de vue électoral, la possession de leur immeuble.

» Les sociétés de construction sont d'ailleurs désavantagées: elles doivent payer un intérêt de 3 1/4 p. c., tandis que les sociétés de crédit bénéficient du taux de 3 p. c. (dans les conditions reprises plus haut) (1).

« III. — *Ouvertures de crédit.*

« A. Il y a quelques années les sociétés de crédit et de construction, constituées sous la forme de sociétés anonymes, jouissaient d'une ouverture de crédit à la Caisse d'Epargne sans que les actionnaires dussent verser plus de 10 p. c. du capital souscrit.

» Mais, quand un actionnaire cédait ses actions à un autre ou en cas de mort, toutes les actions qui passaient en d'autres mains devaient être libérées de 50 p. c.

» Actuellement, outre cette dernière exigence pour les nouvelles sociétés, comme les nouvelles ouvertures de crédit de sociétés anciennes, 50 p. c. du capital doivent être libérés.

» Toutes les anciennes sociétés se sont constituées sur la foi des règles de la Caisse d'Epargne n'exigeant que 10 p. c. de libération. Actuellement, ces sociétés doivent, si elles veulent continuer leurs opérations avec de nouvelles ouvertures de crédit, exiger le versement de 50 p. c. sur les actions. Il se fait que des membres de ces sociétés qui étaient devenus actionnaires avec l'engagement de ne jamais verser que 10 p. c. de leurs souscriptions sont invités par leurs sociétés à verser 40 p. c. de plus.

» Prévoyant de nombreux refus, les sociétés préfèrent ne plus faire d'opérations, sinon avec les fonds provenant de rentrées. C'est ainsi que l'on con-

(1) Ajoutons que les opérations réalisées par deux sociétés successivement augmentent les frais fiscaux.

En effet, une société achète les immeubles (droit de mutation à payer), elle vend à l'ouvrier (nouveaux droits de mutation), la société de crédit prête (frais d'acte de prêt, transcription, enregistrement, etc.).

S'il n'y a qu'une seule société, celle-ci peut acheter le terrain et donner à l'ouvrier autorisation de construire; lors de la vente, il n'y a de droit de mutation que sur le prix du terrain et inscription d'office.

state un fléchissement considérable dans les opérations de certaines sociétés, qui n'ont plus les fonds disponibles pour faire de nouvelles opérations.

» Cette exigence de la Caisse d'Épargne ne se justifie pas, vu qu'en exigeant le versement de 40 p. c. supplémentaires, elle s'enlève une garantie, le capital exigible devenant moins considérable.

» Il y a eu de nombreuses contestations; mais on n'en a pas tenu compte, et comme les sociétés et surtout les secrétaires de sociétés sont toujours sous la dépendance de la Caisse d'Épargne, qui, pour la moindre irrégularité, peut exiger le remboursement de sommes considérables, on se tait et on accepte la limitation des opérations des sociétés.

» B. Les sociétés qui ont la forme coopérative ne peuvent baser leur puissance d'emprunt sur la partie non versée du capital. Aussi on a soin d'éviter cette forme de société, qui aurait cependant des avantages considérables, puisqu'elle permettrait d'y faire entrer, non seulement des actionnaires qui ne sont pas emprunteurs, mais aussi les ouvriers emprunteurs. Ceux-ci, faisant partie de la société, seraient beaucoup plus intéressés à la prospérité de la société.

» Cette décision a été basée sur une erreur. On a estimé qu'une société coopérative est une association d'ouvriers emprunteurs exclusivement. Ce n'est cependant qu'une forme commerciale, et rien n'empêche que les non-emprunteurs, simples souscripteurs et garants pour le capital non versé, soient membres d'une société coopérative. Il resterait à la Caisse d'Épargne le soin de vérifier la situation de fortune et la solvabilité des membres de la société — ce qu'elle doit, d'ailleurs faire avec la forme anonyme comme elle devrait le faire avec la forme coopérative.

» C. Les sociétés qui empruntent à 5 1/4 p. c. se trouvent dans une singulière situation.

» Voici un cas concret :

» Une société demande une ouverture de crédit de 50,000 francs; on lui envoie un mandat de cette somme, qu'elle doit toucher à un guichet de la Banque nationale, mais elle ne peut encaisser réellement que la partie nécessaire pour ses besoins immédiats; le reste, mettons 40,000 francs, doit être versé en compte-courant à un guichet voisin de la Banque nationale et ce compte-courant ne lui rapporte que 5 p. c.

» Elle paie donc 3.25 p. c. sur 50,000 francs et ne touche que 5 p. c. sur le solde disponible de 40,000 francs, soit une perte sèche de 1/4 p. c. sur une somme considérable, sans avoir fait aucune opération.

» C'est une vraie exploitation des sociétés, qui ne parviennent pas à faire la moitié des contrats, avec assurance sur la vie, à la Caisse d'Épargne et des sociétés de construction. »

La section centrale chargée de l'examen du Budget des finances pour 1912 revint sur la question des rapports de la Caisse générale d'Épargne et des sociétés d'habitations ouvrières.

Mais, depuis lors, la situation s'est modifiée complètement, en ce sens que

le projet de loi organisant une société nationale des habitations à bon marché a été déposé sur le bureau de la Chambre.

Depuis ce dépôt, la Caisse d'Épargne a refusé toute nouvelle ouverture de crédit aux sociétés d'habitations ouvrières. Le Ministre lui-même a invoqué à la Chambre cette mesure de la Caisse d'Épargne pour obtenir la discussion à bref délai de la loi dont il a déposé le projet.

Il n'est donc plus question de la Caisse d'Épargne, qui est parvenue à se débarrasser de cette œuvre sociale.

Toutefois, en vue de la discussion du projet de loi, il y a lieu à diverses observations importantes.

Il faudra :

1° Puisque la Caisse d'Épargne n'intervient plus comme prêteuse, veiller à ce que les capitaux de la Société nationale ne s'égarent pas encore à la Caisse d'Épargne, sous forme de dépôts de capitaux disponibles;

2° Revendiquer la liberté de l'assurance-vie, sans modification de taux de l'intérêt;

3° La faculté d'adopter la forme de société coopérative, sans privation des avantages réservés jusqu'ici aux sociétés anonymes;

4° Le taux uniforme d'intérêts pour les sociétés de construction et pour les sociétés de crédit;

5° L'autorisation, pour les sociétés, de faire le crédit et la construction, sans devoir pour cela fonder deux sociétés distinctes;

6. L'exemption des droits de mutation quand un ouvrier achète à une société un immeuble pour l'achat duquel la société a déjà payé les droits de mutation (1);

(1) Une société de construction qui achète du terrain pour faire construire des maisons ouvrières, qu'elle revendra ensuite aux ouvriers, doit payer une première fois les droits de mutation; quand l'ouvrier achète, il doit de nouveau payer les droits de mutation et sur le terrain et sur la maison construite.

Quand une société de construction se trouve devant un ouvrier qui n'a pas le capital nécessaire pour emprunter à la société de crédit, cette société doit, pour se garantir, acheter l'immeuble, ou du moins une partie, et donner promesse de vente à l'ouvrier jusqu'au moment où les versements de l'ouvrier seront assez considérables pour permettre l'intervention de la société de crédit; il y a là encore, deux fois, à payer les droits de mutation.

En supposant même le cas d'une seule société faisant les deux opérations, si la nouvelle organisation le permet, il arrivera fréquemment que la société devra faire l'acquisition d'immeubles destinés à la revente, immédiate ou plus ou moins éloignée, aux ouvriers: doubles frais de mutation et de notaires.

Il est évident qu'il y a là une situation spéciale qui pourrait être envisagée et traitée d'une façon spéciale: dès que la première mutation est effectuée, on connaît déjà la destination définitive de l'immeuble; on sait qu'il devra être revendu à un ouvrier et l'achat par la société n'est qu'une opération transitoire nécessitée par un défaut d'organisation des sociétés ou par la nécessité de créer une garantie pour les sociétés prêteuses.

Le fisc ne devrait-il pas se contenter de prélever une seule fois les droits de mutation, tant que l'immeuble ne subit que des mutations transitoires pour arriver à l'ouvrier?

Pour éviter les fraudes, on pourrait exiger que la preuve de la situation dût être faite, pour chaque cas, par les intéressés.

7° L'exemption de la contribution, au profit de la société, dans tous les cas où l'ouvrier serait exempté s'il était propriétaire de l'immeuble ;

8° La faculté, pour les ouvriers, de ne pas occuper la maison achetée, si des circonstances spéciales justifient la non-occupation : achat avant le mariage ; achat par les parents pour leurs enfants ; achat par un milicien encore à l'armée, etc. ;

9° La faculté, pour les sociétés, d'acheter des terres, en vue de la location, aux ouvriers propriétaires d'habitations, de parcelles supplémentaires qui permettront à ceux-ci de s'organiser une petite culture.

*
* * *

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, la section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption du budget.

Le Rapporteur,

Jos. HOYOIS.

Le Président,

ALP. HARMIGNIE

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 FEBRUARI 1914.

Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1914 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER Jos. HOYOIS.

MIJNE HEEREN,

Het eerste ontwerp van Begrooting voor het dienstjaar 1913, ingediend door den Minister van Financiën, bedroeg . . . fr.	23,237,150
De kredieten, voor 1912 toegestaan, bedroegen	24,588,900
Derhalve was er eene verhooging van . . . fr.	851,250
De gewone uitgaven voor 1913 waren voorzien tot een bedrag van fr.	23,227,150
Die voor 1912 bedroegen	24,577,900
De verhooging voor 1913 bedroeg dus . . . fr.	849,250
De uitzonderlijke uitgaven voor 1913 waren voor- zien tot een bedrag van fr.	10,000
Die voor 1912 bedroegen	8,000
	2,000
De verhooging voor 1913 bedroeg dus . . . fr.	2,000
Derhalve bedroeg de geheele verhooging fr.	851,250

Van deze som moesten 798,700 frank gewijd worden aan de verhooging der jaarwedden van het personeel der onderscheidene diensten; het overige was bestemd voor sommige geringe uitgaven vermeld in de nota tot toelichting der Begrooting.

Doch op 2 Mei 1913 werden door den Minister van Financiën twee amendementen ingediend :

Het eerste strekte tot verhooging, met 2,000 frank, van het krediet uitgetrokken op de Begrooting (artikel 7) voor den dienst der Munt.

(1) Begrooting, n^r 4^{ste}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, bestond uit de heeren Cooreman, Bertrand, Hoyois, Ozeray, Goblet, Duysters.

Door het tweede amendement werd het krediet uitgetrokken op artikel 10 van de Begrooting verhoogd met 8,000 frank, tot het toestaan, aan sommige beambten der Thesaurie, van hoogere vergoedingen, wegens bestuurskosten; deze vergoedingen zijn inderdaad ontoereikend geworden ten gevolge van de uitbreiding der zaken in 't algemeen en inzonderheid van die veroorzaakt door de overname van Congo.

Een derde amendement werd op 28 Mei 1913 door den Minister van Financiën ingediend.

Het had ten doel, het krediet, op artikel 5 (materieel, algemeen papiermagazijn, bibliotheek) van het begrotingsontwerp uitgetrokken als tijdelijke last, met 64,000 frank te verhoogen.

Voor het dienstjaar 1914 neemt de vermeerdering van uitgaven steeds toe, namelijk tot een bedrag van 1,251,900 frank alleen uit hoofde van de gewone uitgaven, wegens de toeneming van het personeel, bevorderingen en verbeteringen van toestand.

*
* *

Het ontwerp van Begrooting werd in de Middenafdeeling aangenomen door al de aanwezige leden, min één.

In de afdeelingen werden geene aanmerkingen in 't midden gebracht.

*
* *

Op verzoek van de Middenafdeeling werd slechts eene enkele vraag gericht tot den Minister van Financiën.

Deze vraag en het antwoord daarop luiden als volgt :

VRAAG.

Welke is de toestand van de ambtenaren die de met verlof zijnde ontvangers der registratie tijdelijk vervangen?

ANTWOORD.

In het Koninklijk besluit van 8 September 1896, tot regeling van het bestuur der registratie en domeinen in de provinciën, komen de volgende bepalingen (art. 8) voor :

« De surnumerairs worden bezoldigd voor de bijzondere werken en voor de tijdelijke waarneming der ambten, waarmee zij belast zijn.

» De Minister bepaalt de grondslagen dier bezoldiging volgens den aard en de gewichtigheid der werkzaamheden.

» Eene jaarlijksche vergoeding van 1,200 frank wordt aan de surnumerairs op rekening verleend ».

Bij ministerieel besluit van 9 September 1896 (art. 25) wordt de bezoldiging, verleend aan de surnumerairs die een met verlof zijnden ontvanger tijdelijk vervangen, bepaald als volgt :

« A. — Eene vergoeding gelijk aan een derde van de kortingen voor het kantoor, na aftrekking van de gewone afhoudingen (4 t. h. op de drie vierden)

ten bate van de kas van weduwen en weezen, zonder dat die vergoeding 150 frank per maand mag overschrijden :

» 1^o Voor het interim eens kantoor waarvan de titularis om persoonlijke redenen met verlof is, binnen de grenzen van den jaarlijkschen termijn van vijftien dagen ;

» 2^o Voor het interim eens kantoor waarvan de titularis met verlof is uit hoofde van ziekte of omstandigheden die volstrekt het werken beletten.

B. — » Eene vergoeding gelijk aan de drie vierden des ontvangloons van het kantoor, de gewone korting afgetrokken :

1^o Voor het interim eens kantoor waarvan de titularis voor redenen van persoonlijk belang met verlof is, buiten den jaarlijkschen termijn van vijftien dagen ; »

.

Artikel 26 van hetzelfde ministerieel besluit vermeldt :

« De bezoldiging verschuldigd aan de surnumerairs, bij toepassing van voorgaand artikel, worden tot den 31^{en} December van ieder jaar vereffend. Indien het totaal dezer bezoldigingen het bedrag der vergoeding, ontvangen volgens artikel 8 van Koninklijk besluit van 8 September 1896, te boven gaat, zal het verschil aan den rechthebbende betaald worden. »

* * *

Onder de verzoogschriften, bij de Middenafdeeling ingekomen nadat zij reeds had beraadslaagd, vermelden wij het volgende :

« Een vroegere ministerieele omzendbrief brengt sommige tolbedienden in een toestand die onbillijk voorkomt.

» Voor de tolbedienden, aangesteld om te arbeiden op de bestuurskantoren, met name op de kantoren van de provinciale bestuurders der belastingen, wordt het pensioen met nagenoeg 200 frank verminderd uit hoofde van de bijzondere betrekking waarmee zij belast werden gedurende hunnen dienst.

» Waarom gaat men aldus te werk ?

» Het pensioen heeft ten doel, aan de belanghebbenden de middelen te verschaffen om, nadat zij op pensioen zijn gesteld, in de wereld den stand te behouden dien zij tijdens hunnen dienst bekleedden : om deze reden wordt het bedrag van het pensioen over 't algemeen berekend naar de jaarwedde der laatste jaren werkelijken dienst.

» Meesttijds zijn gezegde bedienden verplicht tot hoogere uitgaven dan hunne ambtgenooten, en wel omdat zij moeten wonen in de stad of in volkrijke gemeenten waar het leven duurder is.

» Veeleer dan een reden te zijn om het bedrag van het pensioen te verminderen, zou het bijzonder werk, dat hun opgelegd wordt, moeten gelden om dat bedrag te verhoogen. Die bedienden vragen nochtans maar ééne gunst : zij wenschen op gelijken voet behandeld te worden met hunne ambtgenooten van den velddienst.

» Die oude ministerieele omzendbrief diende dus ingetrokken te worden.»

Daar de Middenafdeeling niet beraadslaagde over het voorwerp van

bovenstaand verzoekschrift, kan de verslaggever niet anders doen dan het, zooals het daar is, aan het onderzoek van den heer Minister van Financiën te onderwerpen.

* *

Eenerzijds is het waarschijnlijk dat men den tijd niet zal hebben om de begrooting van financiën dit jaar naar behooren te bespreken.

Anderzijds kent de Kamer de wenschen van het personeel door de verschillende stukken die tot haar werden gericht.

Dit zoo zijnde mag en moet de verslaggever het dit jaar kort maken.

Hij is overigens zoo vrij te verwijzen naar zijne vroegere verslagen over andere ontwerpen van begrootingen der financiën waarvan hij hier enkel de gedeelten zou kunnen overnemen die thans nog belang opleveren. Sedert hij die verslagen, op den datum dien zij dragen, in de Kamer indiende, werden er veel doelmatige veranderingen uit den alsdan bestaanden toestand ingevoerd, de eene door eene wet of door de begrooting, de andere door een bestuursmaatregel. 't Is dus enkel *mutatis mutandis* dat men die moet raadplegen en aanzien als hier herinnerd zijnde.

* *

Hij acht het nochtans niet overbodig, enkele beknopte aanvullende aanmerkingen in 't midden te brengen.

1. *Vergoedingen « wegens zoogenaamd » buitengewoon « werk »*. — In het verslag over de begrooting van 's Lands Schuld over het dienstjaar 1913 komt het volgende voor :

« Artikel 9 luidt : « Kroozen, aflossing en *kosten der kapitalen ontleend en te ontleenen gedurende de jaren 1912 en 1913 tot bestrijding der uitgaven op buitengewone middelen; interesten en kosten der in omloop zijnde Schatkistbiljetten* (onbeperkt krediet)... 16,000,000.

» De *toelichtende staat* van de begrooting neemt heel eenvoudig deze vermelding over, behalve dat hij er bijvoegt dat dit krediet 4 millioen meer bedraagt dan dit van 1909.

» Een gansch gelijkloidend artikel 9 kwam insgelijks op de vorige begrootingen voor.

» Artikel 56 luidt :

» a) Kosten rakende den dienst der verschillende voormelde schulden en jaarsommen, alsmede die betreffende de leeningen uitgegeven door de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen (betaling der kroozen, aflossing, contrôle, vervaardiging, uitgifte en vernietiging van titels enz.), 500,000 frank.

» b) Kosten van toezicht op de spoorwegmaatschappijen enz., onder oogpunt des waarborgs van den interest-minimum, ter uitvoering van de overeenkomsten, 1,200 frank.

» De vorige jaren kwam dezelfde vermelding op de begrooting der Openbare Schuld voor, doch onder andere nummers. Dit was, inderdaad, namelijk het geval voor de jaren 1910 en 1911, *sub.* n^o 54, en, voor het jaar 1912, *sub.* n^o 55. Doch littera B bedroeg, voor elk dezer drie jaren, de som van

7,500 frank. Littera A behelsde juist hetzelfde krediet als in het begrootingsontwerp voor 1915.

» Inlichtingen werden gevraagd omtrent de uiteenzetting van de artikelen 9 en 56.

» Daaruit blijkt, dat bij de jaarrekeningen soms nog reiskosten komen en zeer dikwijls, voor het personeel van sommige diensten, van hoog tot laag, vergoedingen van verschillende benaming en verschillende belangrijkheid.

» Wanneer men wil nagaan, welken toestand dit personeel aldus verworven heeft, dan moet men zich niet bepalen bij hetgeen op de begroting der Openbare Schuld is aangerekend, doch er ook bijvoegen hetgeen aangerekend is op de begroting van Financiën en zelfs op eene derde. Men mag ook niet uit het oog verliezen dat sommige ambtenaren verschillende betrekkingen te gelijker tijd waarnemen.

» Overigens, het schijnt niet dat dit alles nieuw is. Integendeel. Men heeft alle redenen om te gelooven dat zulks — grosso modo — sinds een groot aantal jaren hetzelfde is.

» Te dien opzichte vraagt men zich af, of het in het belang van de Schatkist, voor den goeden gang van het bestuurswerk, om alle verdenking of kritiek te vermijden en een grooter aantal personen te laten genieten van de ambten en vergoedingen der bedoelde diensten, niet veel beter zou zijn dat het personeel van die diensten eerder op gematigde wijze werd versterkt, daarmede rekening houdend met de gemiddelde noodwendigheden zooals die blijken uit de gegevens die men, sinds een zeker aantal jaren, gemakkelijk kon verzamelen? Daarbij zou men vooraf stellig moeten weten, of het niet zou volstaan de werkzaamheden van het huidige personeel anders te verdeelen dan thans. »

2. *Belastingbiljetten.* — Vaak werd de wensch uitgedrukt, dat de belastingen ten bate van de gemeente, de belastingen ten bate van de provincie alsmede die ten bate van den Staat zouden worden gebracht op afzonderlijke biljetten.

De Middenafdeeling wenscht dat het Departement van Financiën dien weg betrede.

Althans drukt zij den wensch uit, dat de opgave van de belastingen onderscheidenlijk ten bate van de gemeente, van de provincie en van den Staat betaald, zeer klaar en duidelijk op de belastingbiljetten zou voorkomen. Dit ware het geval, indien de noodige vermeldingen in kleurdruk werden gebracht op dezen of genen hoek van het blad.

3. *Handel in vijf frankstukken.* — De Kamer weet in welke mate de handel in vijf frankstukken gedreven wordt en hoe de handelaars daarover klagen, vooral in de streken aan de Fransche grens gelegen.

De stipte toepassing van de reglementsbepalingen betreffende het vervoer van reisgoed, aanzag men als een eerste middel om dien handel te keer te gaan.

Anderzijds deden de dagbladen opmerken dat de abonnementen, door het spoorwegbestuur afgeleverd, den handel in vijf frankstukken grootelijks

vergemakkelijken. Daar dit bestuur, zegden sommige bladen, het recht heeft voor het afleveren van die abonnementen deze of gene voorwaarde te stellen welke het van algemeen belang acht, waarom zou het dan ook niet kunnen beslissen dat zij aan bedoelde handelaars niet zullen afgeleverd worden?

Wat er ook van zij, in al de voorgestelde middelen ligt er niets dat doelmatig genoeg is.

Er dienden andere middelen aan toegevoegd, die werkelijk wat beter het doel treffen.

Ongelukkig schijnt het dat de Regeering zich ontwapend acht.

Zoo zij niet krachtdadig kan optreden, ondanks de overgrootte schade door de handelaars in vijf frankstukken aan 's Lands belangen toegebracht, kan zij dan toch niet hunnen handel verlammen, ja zelfs onmogelijk maken door het afschaffen van de winst, die zij er van halen? Zou het werkelijk onmogelijk zijn die handelaars te treffen met een patent, zoo zwaar dat het ongetwijfeld zou gelijkstaan met een verbodsmaatregel, en blijkt het niet klaar dat, in zulk geval, de wetgeving aan de Regeering haren steun zou verleen?

Ten onrechte zou men vreezen dat er overdreven maatregelen zouden genomen worden; ten onrechte ook zou men beweren dat het mogelijk zijn zou, geen andere personen te treffen dan die welke men mocht bedoelen.

Het bezwaar, waarvoor men bevreesd is en dat men uit den weg zou moeten ruimen, deed zich gelden voor het Departement van Spoorwegen zelf, naar aanleiding van een anderen maatregel dien het nam om den onrechtmatigen handel in vijf frankstukken te keer te gaan; het heeft dit bezwaar volkomen uit den weg geruimd.

Door de dagbladen heeft men inderdaad vernomen dat het Spoorwegbestuur het publiek verwittigde, dat de colli « geldstukken en munt », waarvoor sommige bijzondere voorwaarden tot aanvaarding zijn voorgescreven door de tarieven van toepassing op de goederen, uit dien hoofde niet kosteloos mogen vervoerd worden in de rijtuigen voor reizigers. Het voegde er echter voorzichtigheidshalve bij : « De handels- en nijverheidsfirma's, welke bekend staan als firma's die niet den handel in geldstukken drijven, mogen de colli, die met de hand kunnen gedragen worden en de vereischte geldstukken tot het betalen van hun personeel of voor hunne zaken enz., inhouden, vervoeren tusschen twee bepaalde plaatsen op het Belgisch grondgebied en tot hoogstens 25 kilogram. Op verzoek, gericht tot den statieoverste hunner verblijfplaats, zal hun eene te allen tijde geldende machtiging gegeven worden. »

Het is althans zeer wenschelijk dat afdoende maatregelen genomen worden, hoe gauwer, hoe liever. Zij worden door het algemeen belang dringend geëischt.

*
* *

4. *Spaarkas.* — De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, ofschoon niet vermeld in het ontwerp van begrooting, hangt ook, zooals de Kamer weet, in zekere mate af van den heer Minister van Financiën.

Daarom is er daarvan sprake in dit verslag.

De Middenafdeeling meende echter zich erbij te mogen bepalen, de aandacht van den Minister en, door zijne tussenkomst, die van het Hoofdbestuur der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas te vestigen op de klachten die ons toekwamen betreffende de schikkingen welke thans door de Spaarkas zijn genomen ten aanzien der maatschappijen voor werkmanswoningen.

Deze klachten zijn beknopt sameengevat in een van de memoriën die den verslaggever, op zijne aanvraag, aldus werden overgemaakt.

« I. Bedrag van den interest :

» In den beginne deed de Spaarkas uitleeningen aan de maatschappijen van werkmanswoningen mits een interest van 2 1/2 t. h. Thans bereikt de gewone interest 3 t. h. Doch, om op dezen interest aanspraak te hebben, moeten de maatschappijen de helft hunner overeenkomsten met de werklieden aanvullen door eene levensverzekering aangaan met de Spaarkas ; zooniet, wordt de interest bepaald op 3 1/4 t. h.

» Daarom verplichten tal van maatschappijen al hunne ontleeners, eene verzekering op het leven aan te gaan.

» Dat stelsel is gebrekkig om verschillende redenen :

» a. Het tarief der Spaarkas is hooger dan al de tarieven van de ernstigste maatschappijen. Men is dus verplicht de werklieden te dwingen tot het sluiten van verzekeringen, die hun duur kosten en hun elders 20 t. h. minder zouden kosten.

» b. Is de levensverzekering noodzakelijk voor de werklieden in de nijverheidsbedrijven, dan is zij veel minder noodzakelijk voor de landbouwers. De nijverheidsarbeider is werkelijk het kapitaal van zijn gezin ; verdwijnt hij, dan verdwijnt met hem ook de broodwinning. Doch de landbouwer, die aan het hoofd staat van een klein landbouwbedrijf, heeft enkel de waarde van een eenvoudig landbouwwerkman : verdwijnt hij, dan kunnen zijne weduwe en zijne kinderen, met de hulp van vreemde werklieden het bedrijf voortzetten ; het kapitaal is, in dit geval, het landbouwbedrijf en de patroon is hier slechts een van de arbeiders, voor wien de levensverzekering bijgevolg veel minder eene noodwendigheid is dan voor den arbeider in de nijverheidsbedrijven.

» Men diende terug te komen tot het algemeen bedrag van 2 1/2 t. h., zonder de levensverzekeringen in aanmerking te nemen. Doch de maatschappijen zou men kunnen verplichten, slechts een geringen interest te eischen van de geldontleeners, die eene levensverzekering aangaan, b. v. 1/4 t. h. boven den interest gevorderd door de Spaarkas.

» II. Verrichtingen van de maatschappijen.

» Spreken wij van de twee soorten van maatschappijen : kredietvereenigingen en bouwmaatschappijen.

» Aan de eerste is het verboden huizen te bouwen en aan te koopen — tenzij bij gerechtelijke uitwinning van een schuldenaar, en in dit geval moeten zij zich zoodra mogelijk van dit eigendom ontmaken.

» Aan de tweede is het verboden geld uit te leenen : zij mogen slechts huizen bouwen of aankopen.

» Waarop is dat gegrond?

» Door soortgelijke regeling worden de meest belangwekkende verrichtingen onmogelijk; waar slechts — en dat is meesttijds het geval — eene kredietvereeniging bestaat, kan men, onder andere, geen voordeel verstreken aan de jonge gezinnen (1).

» Soms heeft men, om die reden, twee maatschappijen moeten oprichten. De bouwmaatschappij koopt of bouwt huizen; handelt zij met werklieden die de vereischte som niet bezitten om 10 t. h. en de kosten der akten te betalen, dan worden er wederkeerige beloften tot aankoop en verkoop tus-

(1) Betreffende de jonge gezinnen — en zelfs de jonge werklieden in 't algemeen — kwamen onlangs in een dagblad de volgende overwegingen voor:

« Het meest belangwekkende geval is stellig dat der jonggehuwden die, van het eerste jaar van hun huwelijk, de woning, waarin zij hun geliefd kroost zullen opleiden, verlangen in eigendom te bezitten.

» Dit geval is belangwekkend, omdat men gedurende de eerste jaren na het huwelijk het meest moed en het meest gemak heeft om te arbeiden en om te sparen.

» Het is nog belangwekkend, omdat men een langere tijdruimte vóór zich heeft.

» Over 't algemeen worden de leeningen voor werkmanswoningen aangegaan voor een tijd van 25 jaren.

» Gehuwden, die de leening sluiten op den leeftijd van 20 jaar, zouden van elke schuld vrij zijn uiterlijk op den leeftijd van 45 jaar.

» En daarna zou de welverdiende rust komen, dan zou men ze nog lange jaren kunnen genieten.

» De leening, aangegaan op den leeftijd van 30 jaar, brengt ons tot 55 jaar, een leeftijd waarop men reeds begint kracht en moed te verliezen. Tot dan toe zullen de gehuwden al hunne spaarpenningen hebben besteed aan het afbetalen der aangegane leening, en, komen er dagen van ziekte, dan zal men niet beschikken over het kleine kapitaal om in de behoeften te voorzien.

» Nu, met de bestaande regeling, is het bijna niet mogelijk, aan jonggehuwden het noodige geld te leenen om hun den aankoop eener werkmanswoning te vergemakkelijken. Immers, van deze jonge koopers wordt geëischt een tiende van den koopprijs, alsmede de betaling van de kosten voor het opmaken van de akten.

» Voor een huis van 4,000 frank moet dit jong gezin bijgevolg beschikken over eene som van omtrent 400 frank.

» Zelden ontmoet men jonggehuwden, werklieden, die over zulke som beschikken. Zij moeten dus wachten totdat zij die som hebben verzameld door middel van hunne geringe spaarpenningen. Intusschen gaan de jaren voorbij.

» Daarenboven moeten zij, die een werkmanswoning aankopen door middel van eene leening, zelf het aangekochte huis bewonen.

» Deze voorwaarde verhindert de voorzorg bij de jonge lieden. Moest men dezen niet aanzetten, eigenaar van eene woning te worden zoodra zij wat geld bezitten.

» Tal van jongelieden zouden, geruimen tijd vóór hun huwelijk, een huis kunnen aankopen en een aanvang maken met de delging door middel van hun spaargeld. Op den dag van hun huwelijk zouden zij op hun tegoed reeds een zeker vermogen hebben, en de duur der aflossingen zou in gelijke mate zijn ingekort.

» De wetgever zou dit geval moeten voorzien door aan de jongelieden machtiging te verleen tot het niet bewonen van het aangekochte huis, zoolang zij bij hunne ouders verblijven. Het geheel bedrag van de rechten zou kunnen gevorderd worden, indien de belanghebbenden weigeren zelf hunne woning te betrekken, zoodra zij het ouderlijk dak verlaten. »

schen den ontleener en de bouwmaatschappij gewisseld; de werkman betaalt zijne maandelijksche afkortingen met interest en aflossing, en, wanneer hij door de aflossingen de vereischte som heeft gestort ter betaling van 10 t. h. en van de kosten, dan komt de kredietvereeniging tusschenbeide, leent de vereischte som die door de bouwmaatschappij wordt opgetrokken, en de verkoop wordt voorgoed gesloten met den werkman. Deze handelwijze levert goede uitslagen op; doch, het is slechts hulp in nood en daardoor vallen bijkosten ten laste van den arbeider.

» Daarenboven blijven de werklieden, door die regeling, lang beroofd van de bijkomende stem voor de kiezingen, waarop zij uit hoofde van hun eigendom zouden kunnen aanspraak maken.

» Overigens, de bouwmaatschappijen worden daardoor benadeeld: zij moeten $3\frac{1}{4}$ t. h. interest betalen, terwijl voor de kredietvereenigingen een interest van 3 t. h. (onder de bedoelde omstandigheden) is bepaald (1).

III. — *Kredietopnemingen.* — » A. Vóór enkele jaren werd aan de krediet- en bouwmaatschappijen, opgericht als naamlooze vennootschappen, een krediet geopend bij de Spaarkas, zonder dat de aandeelhouders verplicht waren meer dan 10 t. h. van het ingeschreven kapitaal te storten.

» Doch, wanneer een aandeelhouder zijne aandelen overliet of bij sterfgeval, moest op al de aandelen, die in andere handen overgingen, 50 t. h. worden gestort.

» Al de oude maatschappijen steunden, bij hare oprichting, op de regeling krachtens welke de Spaarkas eene storting van 10 t. h. eischte. Thans moeten die maatschappijen, indien zij hare verrichtingen willen voortzetten met nieuwe kredietopeningen, de storting eischen van 50 t. h. op de aandelen. Bijgevolg worden de leden dier maatschappijen, die, wanneer zij inschreven als aandeelhouders, zich verbonden nooit meer dan 10 t. h. hunner inschrijvingen te storten, door hunne maatschappijen aangezocht om 40 t. h. bij te storten.

» De maatschappijen, talrijke weigeringen verwachtende, zien liever van elke verrichtingen af, tenzij ze die kunnen doen met de geïnde gelden. Dat is de reden van de aanzienlijke vermindering die zich voordoet in de verrichtingen van sommige maatschappijen, welke niet meer beschikken over de vereischte geldmiddelen om nieuwe contracten te sluiten.

(1) Laten wij er bijvoegen dat de handelingen, door twee maatschappijen achtereenvolgens verricht, aanleiding geven tot meerdere fiskale kosten.

Inderdaad, eene maatschappij koopt de onroerende goederen aan (daarop is een overgangsrecht te betalen), zij verkoopt aan den werkman (dan moet zij weêral overgangsrechten betalen), de kredietvereeniging leent (dan zij: er kosten wegens de akte van leening, evenals overschrijvings- en registratiekosten enz.).

Is er slechts ééne maatschappij, dan kan deze den grond aankopen en den werkman machtigen om daarop te bouwen; bij den verkoop wordt slechts een overgangsrecht geheven op den prijs van den grond en wordt tevens eene inschrijving van ambtswege genomen.

» Deze eisch der Spaarkas is ongegrond ; immers door eene aanvullende storting van 40 t. h. te eischen, ontnemt zij zich een waarborg, vermits het eischbaar kapitaal vermindert.

» Tal van klachten werden uitgebracht, doch men nam ze niet in aanmerking, en, vermits de maatschappijen en vooral de secretarissen van maatschappijen altijd afhankelijk zijn van de Spaarkas die, wegens de geringste onregelmatigheid, aanzienlijke sommen kan terugeischen, zwijgt men en stelt men zich tevreden met de beperking van de verrichtingen der maatschappijen.

» *B.* De maatschappijen, werkende als coöperatieven, kunnen haar vermogen om leeningen aan te gaan niet steunen op het niet ingeschreven deel van het kapitaal. Daarom wordt deze vorm van vennootschap ter zijde gelaten, ofschoon hij aanzienlijke voordeelen zou opleveren ; immers niet alleen aandeelhouders die geen geldontleeners zijn, maar ook de werklieden-ontleeners zouden van soortgelijke vennootschap kunnen deel uitmaken. Gezegde werklieden, deel uitmakende van de vennootschap, zouden veel meer bijdragen tot haren voorspoed.

» Deze beslissing ging uit van een misverstand. Men was van oordeel dat eene samenwerkende maatschappij eene vereeniging is, uitsluitend samengesteld uit werklieden-geldontleeners. Doch het geldt hier slechts een handelsvorm, en niets belet dat de niet-ontleeners, die eenvoudig inschrijvers zijn en tevens als borg optreden door het niet gestorte kapitaal, deel uitmaken van eene samenwerkende maatschappij. De Spaarkas zou slechts moeten nagaan welke de geldelijke toestand en het betaalvermogen zijn van de leden der maatschappij ; overigens, dat behoeft zij te doen wanneer het geldt eene naamlooze vennootschap, evenals zij het zou moeten doen wanneer de maatschappij eene coöperatieve is.

» *C.* De maatschappijen, die ontleenen aan 3 1/4 t. h., bevinden zich in een zonderlingen toestand.

» Ziehier een concreet geval :

» Eene maatschappij vraagt dat men haar een krediet opene voor eene som van 50,000 frank ; men stuurt haar een mandaat van gelijke som, dat zij moet ontvangen aan een loket der Nationale Bank, doch werkelijk kan zij slechts optrekken de vereischte som voor hare onmiddellijke behoeften ; het overige — gesteld 40,000 frank — moet als loopende rekening bij een ander loket der Nationale Bank worden gestort, en deze loopende rekening brengt haar een interest van slechts 5 t. h. op.

» Zij betaalt dus 5.25 t. h. op 50,000 frank en trekt slechts 5 t. h. voor de overige beschikbare 40,000 frank ; zij ondergaat bijgevolg, zonder eenige verandering te hebben gedaan, een verlies van 1/4 t. h. op eene aanzienlijke som.

» De maatschappijen, die de helft hunner contracten niet kunnen sluiten met levensverzekering bij de Spaarkas, evenals de bouwmaatschappijen, worden hier werkelijk uitgebuit. »

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting van Financiën voor 1912, behandelde opnieuw het vraagstuk van de betrekkingen tusschen de Algemeene Spaarkas en de maatschappijen van werkmanswoningen.

Sedert werd echter de toestand gewijzigd, en wel in dezen zin dat het ontwerp van wet houdende instelling van eene Nationale Maatschappij voor goedkoope woningen ter Kamer werd ingediend.

Sedert dit ontwerp werd overgelegd, heeft de Spaarkas alle nieuwe kredietopening geweigerd aan de maatschappijen voor werkmanswoningen. De Minister zelf deed dezen maatregel der Spaarkas gelden om te bekomen dat gezegd wetsontwerp binnenkort behandeld worde.

Er is dus geen sprake meer van de Spaarkas die er slaagde, zich van dat sociaal werk te ontlasten.

Doch, met het oog op de behandeling van het wetsontwerp dienen verscheidene gewichtige aanmerkingen te worden gemaakt.

1^o Vermits de Spaarkas niet meer als geldleenster tusschenbeide komt, behoeft men er voor te zorgen dat de kapitalen van de Nationale Maatschappij niet ter Spaarkas in bewaring worden gegeven bij wijze van beschikbare gelden ;

2^o De vrijheid van levensverzekering moet worden geëischt, zonder dat het bedrag van den interest worde gewijzigd ;

3^o Men moet den vorm van samenwerkende maatschappij kunnen aannemen, zonder dat de voordeelen, tot nu toe aan de naamlooze vennootschappen voorbehouden, worden ontnomen ;

4^o De interest moet gelijk zijn voor de bouwmaatschappijen en voor de kredietmaatschappijen ;

5^o De maatschappijen moeten én kredieten kunnen toestaan én gebouwen kunnen oprichten zonder daarom twee onderscheiden maatschappijen tot stand te moeten brengen ;

6^o Wanneer een werkmán bij eene maatschappij een eigendom koopt, waarvoor de maatschappij de overgangsrechten reeds betaalde bij het aankopen daarvan, moet hij van de overgangsrechten vrijgesteld zijn (1) ;

(1) Wanneer eene bouwmaatschappij grond aankoopt tot het bouwen van werkmanswoningen, welke zij later aan de werklieden voortverkoopt, moet zij eene eerste maal de overgangsrechten betalen ; bij den aankoop door den werkmán, moet deze de overgangsrechten opnieuw betalen voor den grond en voor het opgerichte gebouw.

Wanneer eene bouwmaatschappij zich tegenover een werkmán bevindt, die niet het vereischte kapitaal bezit om aan de kredietmaatschappij geld te ontleenen, moet deze, om zich te vrijwaren, het onroerend goed, of althans een gedeelte daarvan, aankopen en zich tot verkoop verbinden tegenover den werkmán, totdat de stortingen van den werkmán hoog genoeg zijn opdat de kredietmaatschappij kunne tusschenbeide komen ; ook in dit geval, moeten de overgangsrechten tweemaal betaald worden.

Zelfs ingeval ééne maatschappij zich met beide verrichtingen belast, indien de nieuwe regeling zulks toelaat, zal het vaak gebeuren dat de maatschappij onroerende goederen zal moeten aankopen, bestemd om dadelijk of later aan de werklieden te worden voortverkocht ; dan zijn er weeral dubbele kosten wegens overgang en notarieele akten.

Klaarblijkelijk doet zich hier een bijzondere toestand voor, die op bijzondere wijze zou kunnen onderzocht en behandeld worden : zoodra de eerste overgang is voltrokken, kent men reeds de eindbestemming van het goed ; men weet, namelijk, dat het zal worden voortverkocht aan een werkmán en de aankoop door de maatschappij is slechts eene tusschen-

7^o Mocht de werkman van de beslasting vrijgesteld zijn, indien hij eigenaar was van het goed, dan dient de vrijstelling te gelden ook ten bate van de maatschappij;

8^o Het moet de werklieden geoorloofd zijn, het aangekochte huis niet te bewonen, zoo dit wordt gewettigd door bijzondere omstandigheden : aankoop vóór het huwelijk; aankoop door ouders voor hunne kinderen; aankoop door een militieplichtige die nog bij het leger is enz.;

9^o De maatschappijen moeten gemachtigd zijn, gronden aan te koopen om ze stuksgewijze te verhuren aan de werklieden, die eigenaar van woningen zijn, en, dank zij die gronden, een kleine cultuur tot stand zullen kunnen brengen.

*
* * *

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen, heeft de Middenafdeeling de eer, aan de Kamer voor te stellen de Begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,

Jos. HOÏOIS.

De Voorzitter,

ALPH. HARMIGNIE.

verrichting welke wordt vereischt door een gebrekkige inrichting der maatschappijen of door de noodzakelijkheid eenen waarborg voor de leenende maatschappijen te vestigen.

Zoo de fiscus, zoolang er voor het goed slechts een tusschenovergang plaats heeft om in het bezit van den werkman te komen er zich niet moeten bij bepalen, de overgangsrechten slechts éénmaal te heffen.

Ten einde het bedrog te weren, zou men kunnen eischen dat de betrokken personen het bewijs van den toestand zouden leveren voor elk geval.